

## Dialogue inter-Burundais : Le Facilitateur tente de sauver une session "mort-née"

RFI, 17-02-2017 Burundi : malgré l'absence du gouvernement à Arusha, le médiateur veut y croire. Le facilitateur dans la crise burundaise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, a lancé jeudi 16 février à Arusha dans le nord du pays, un nouveau round de dialogue en vue d'une sortie de crise. Et ce malgré l'absence du gouvernement burundais qui a annoncé la veille au soir sa décision de boycotter cette session en raison de la présence de membres de l'opposition en exil poursuivis par la justice burundaise, mais aussi du représentant spécial de l'ONU, Jamal Benomar, qu'il a accusé.

Une absence que le facilitateur a tenté de justifier, mais certains se demandaient jeudi soir la finalité d'un tel dialogue en l'absence du principal protagoniste de la crise que traverse ce pays depuis près de deux ans. Le porte-parole du gouvernement burundais Philippe Nzobonariba avait dit on ne peut plus clair mercredi soir lorsqu'il a annoncé la décision de boycotter ces discussions : « Le gouvernement a reçu en date du 13 février une invitation (...) pour qu'il envoie des délégués dans la session prévue à Arusha ». Mais, surprise, jeudi matin, Benjamin Mkapa a assuré sans ambiguïté aussi que l'absence du gouvernement était des plus normales, car il ne l'avait pas convié. Une première depuis le début de sa médiation. « J'ai invité uniquement les partis politiques. Je veux juste souligner que j'ai remis plus tard ma rencontre avec les représentants du gouvernement. Il est vrai que j'ai d'abord pensé que cela aurait été mieux pour moi d'avoir toutes les parties présentes, mais je vais inviter le gouvernement séparément, dans un autre round de discussions », a-t-il affirmé. Problème d'organisation ou tentative de sauver une session qui semblait du coup mort-née ? Cette affirmation de l'ancien président tanzanien n'a pas du tout convaincu l'opposition burundaise qui a répondu à l'invitation de Mkapa. « Ça serait dommage que le gouvernement ne soit pas là alors qu'il est responsable de ce qui est en train de se passer dans son pays à partir du rejet de l'accord d'Arusha, de la violation répressive de la Constitution qui sont les piliers de la paix et de la réconciliation au Burundi », a souligné le vice-président du parti Frodebu, Léonce Ngendakumana, jeudi, à Arusha. Il devrait être sûr qu'il était quand même conscient de tous ces problèmes, ne crois pas qu'il en soit conscient. » L'annonce du boycott gouvernemental a été un véritable choc pour les politiciens sur place. Plusieurs parmi eux ne se faisaient plus d'illusion, ils estiment que cette session est vouée à l'échec, comme les précédentes. Benjamin Mkapa garde espoir. De son côté, le facilitateur compte entrer dans le vif du sujet ce vendredi et recevoir les leaders politiques présents sur place par groupe d'affinités pour arriver à un communiqué commun à la fin des travaux dimanche. En attendant, l'ancien président Benjamin Mkapa a répondu aux questions de la presse jeudi à Arusha. Il a parlé notamment des objectifs de sa facilitation. « J'espère que nous trouverons un terrain d'entente qui nous permettra de revenir à une vie politique normale, ainsi qu'à un début de reprise de relations économiques dans les domaines où des sanctions économiques ont été imposées par la communauté internationale. J'espère aussi qu'on pourra lancer le processus de rapatriement des réfugiés qui sont dans des camps, mais plus encore, j'espère que ces discussions poseront les jalons pour le retour au pays des exilés politiques. Je pense que cela est possible et j'espère que tout cela pourra être accompli par les discussions que nous aurons dans les deux prochains jours », a-t-il déclaré.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});